

LE PS RESTE LE MAÎTRE absolu de l'administration

► Politisation : même hors du gouvernement wallon, le PS a regagné de l'influence au sein du SPW, au contraire du CDH et du MR.

► On la déplore, on la subit, ou on en tire profit: la politisation de l'administration wallonne (et d'autres) est une réalité avec laquelle doivent composer les fonctionnaires. Plus diffuse, moins répandue, et inquantifiable à la base de la pyramide, elle se révèle prépondérante aux sommets, dans les postes à responsabilités. Depuis 2011, le Gerfa (Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative) quantifie régulièrement le phénomène. Dans son diagnostic d'avril 2019, il a dressé une cartographie actualisée du service public de Wallonie (SPW).

"Le PS prouve encore qu'il tient en main les leviers de commande du SPW."

Il a été procédé comme suit: une étiquette politique a été attribuée aux 63 postes de hauts fonctionnaires ou plus hautes fonctions du SPW (qui emploie quelque 10 000 fonctionnaires), le centre névralgique et administratif de la Wallonie. La plupart de ces hauts fonctionnaires ayant transité par les cabinets ministériels ou étant engagés en politique locale, le Gerfa a pu leur apposer une étiquette politique. En cas de doute, les personnes ont été qualifiées de non étiquetées. Ce ne sont pas ici les compétences qui sont visées. Ces hauts fonctionnaires ont réussi un examen pour obtenir leur poste. Il s'agit davantage de la

manière de s'intéresser à leur lien avec les partis politiques.

Que nous révèle cette cartographie? Parmi les 63 plus hautes fonctions (pour 61 agents), on dénombre 32 étiquetés PS, 16 CDH, 6 MR et 2 Ecolo. 7 sont non étiquetés. Par rapport à l'an dernier, et malgré la présence du MR et du CDH au gouvernement wallon, le PS a encore renforcé sa position dominante. Le CDH se tasse légèrement.

LES SOCIALISTES trustent donc 50,79% des postes importants, contre 47,05% l'an dernier.

En effet, selon le Gerfa, deux directeurs généraux, mandataires importants, ont quitté leurs

postes, le premier pour admission à la retraite, le second par démission. "Leurs attributions ont été réparties entre trois mandataires PS, grâce à la passivité du MR et du CDH qui a permis aux socialistes de garder la main. Pour le MR, ce peut être une manière de ménager la chèvre et le chou, et garder un levier pour de prochaines négociations de formation d'une alliance au prochain gouvernement wallon", analyse Michel Legrand, président du Gerfa.

Le MR, qui avait réalisé une timide percée l'an dernier, perd à

nouveau de l'influence, à la suite de deux départs vers d'autres organismes.

LES LIBÉRAUX descendent de 11,76% à 9,52%.

"La percée du MR qu'on pouvait entrevoir en 2018 ne se confirme pas en 2019", écrit le Gerfa. "Sa po-

sition reste très marginale avec un seul inspecteur général mandataire et 5 inspecteurs généraux ordinaires dont un détaché comme délégué permanent et un faisant fonction. De plus, il reste absent au sommet de la haute hiérarchie. Bref, il n'a guère profité de sa participation au gouvernement wallon."

Le CDH subit une érosion similaire, passant de 27,94% à 25,4%. Le score des humanistes reste cependant très élevé par rapport à ses scores électoraux.

Ecolo reste quantité négligeable et passe de 2,94% à 3,17%.

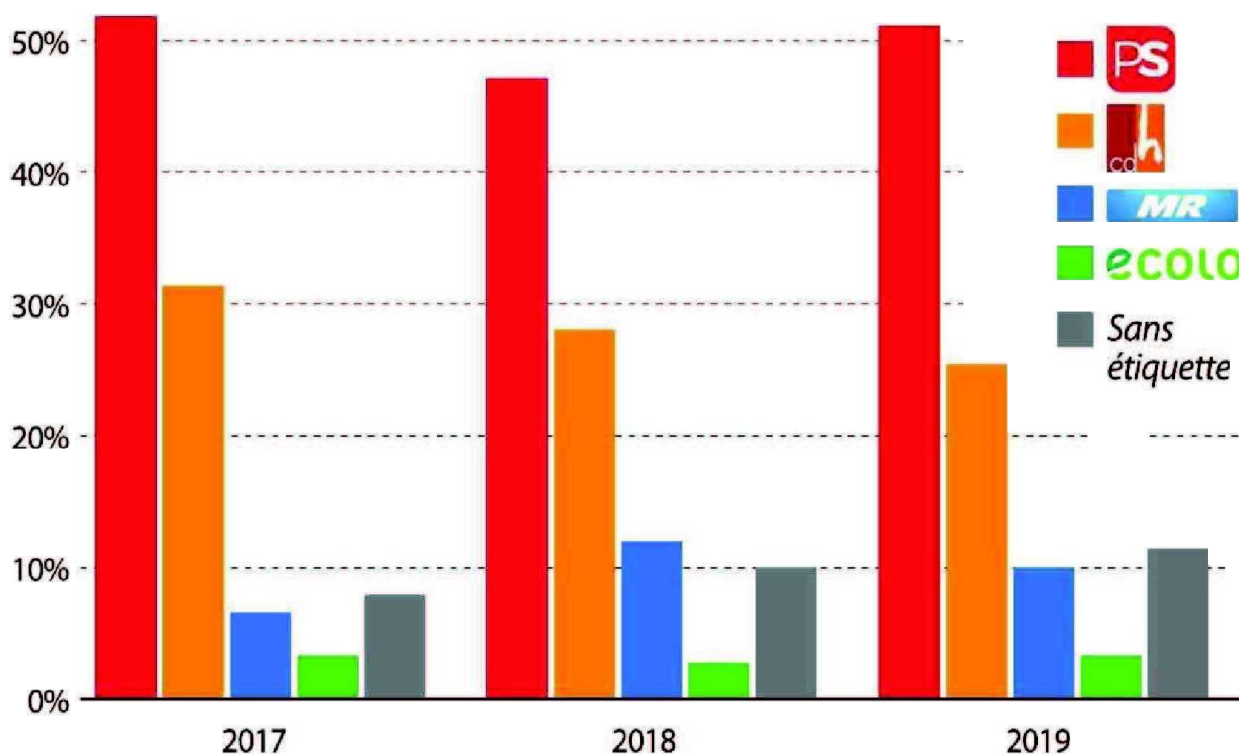
En pondérant les postes (*), pour mieux refléter l'influence réelle en termes de pouvoir, ce score atteint 56,54% pour le PS (53,38% en 2018). Le CDH obtient 24,73%, pour 9,52% au MR et 3,53% à Ecolo.

"Six des huit postes les plus importants sont toujours aux mains du PS. Le PS prouve encore qu'il tient en main les leviers de commande du SPW et qu'il est difficile de l'en déloger", conclut le président du Gerfa. "L'attelage MR-CDH, avec 36% des postes mais seulement 33% du pouvoir, est loin de dominer l'administration. En Wallonie, il est impossible d'occuper une fonction de direction sans faire allégeance aux maîtres politiques."

Adrien de Marneffe

— * Quinze points pour le secrétaire général, qui cumule avec le personnel, 10 points pour chaque directeur général mandataire, 5 points pour chaque inspecteur général mandataire et 3 points pour chaque inspecteur général effectif, expert, ff ou contractuel.

LES POSTES CLÉS DANS L'ADMINISTRATION WALLONNE, SELON L'ÉTIQUETTE POLITIQUE



Source : Gerfa

IPM Graphics

“LE VERROUILLAGE du système est total”

▣ Pour Michel Legrand, seule une remise à plat du système permettrait de le dépolitiser.

Comment expliquez-vous que même hors du gouvernement, le PS maintienne son influence ?

“Cela montre que le verrouillage du système est total. On ne change pas le système en quelques années. La politisation de l'administration est inscrite dans les gènes du PS. On avait perçu un frémissement l'an dernier avec une percée du MR. Mais cela ne s'est pas confirmé.”

Comment l'expliquer ?

“Outre les raisons politiques pour concocter de prochaines alliances (voir plus haut), le MR a peu de ressources humaines qu'il

peut propulser rapidement aux postes importants. C'est un long processus. Je note par ailleurs que le CDH recueille davantage de retombées quand il gouverne avec le PS qu'avec le MR. Le PS a l'habitude de partager le gâteau.”

Un certificat de management public et une école d'administration ont tout de même été créés...

“Les partis ont tué cette école d'administration. C'était une bonne idée, mais cela ne va pas dans la bonne direction. Le système de nomination n'est plus du tout verrouillé. (Ndlr : les hauts

fonctionnaires doivent réussir des examens pour obtenir leur poste. Mais une fois cet examen réussi, le lauréat est sélectionné et jugé par ses pairs. En résumé, les hauts fonctionnaires sont sélectionnés parmi les titulaires du certificat. Mais le premier classé n'obtient pas forcément le poste)

La politisation pourrait changer de camp au lendemain des élections ?

“Ce ne sera pas le cas, à moins d'un séisme électoral. Tous les mandataires devront être renouvelés 6 mois après la constitution

du nouveau gouvernement wallon. Mais tout le monde sait en interne que les socialistes seront renouvelés. Le PS n'est pas menacé. Pour le CDH, c'est plus douteux. Ecolo et le PTB n'ont pas les hommes ni les femmes pour occuper ces postes. Et puis, de toute manière, s'agissant d'Ecolo, ce n'est pas dans son ADN de tenter de truster ces postes."

Comment dépolitiser l'administration ?

"C'est très compliqué... Il faut

droit tout remettre à plat. Cela devrait commencer pour les cabinets ministériels qui prennent trop d'importance par rapport à l'administration. Le système de recrutement des cabinets est finalement bien plus basé sur le clientélisme et la proximité. Qu'on commence par recruter des gens indépendants, pour leurs compétences dans leur cabinet. Les cabinets créent un état dans l'état, et verrouillent les recrutements."

AdM

